


SOLIDARITÉ OUVRIÈRE



CNT  SO

Organe de la Confédération Nationale des Travailleurs - Solidarité Ouvrière de l'Allier (03)

EDITO : GOUVERNEMENT ET PATRONAT. MÊME COMBAT !

Macron et son gouvernement disaient vouloir rouvrir les écoles pour ne pas "creuser les inégalités". Ils se moquent réellement de nous ! Car au delà des effets d'annonce, la réouverture des écoles n'a ni un but pédagogique ni un but social - mais un unique but économique.

Faire rentrer les plus petits dès le 11 mai, les 6ème et les 5ème dès le 18, c'est faire rentrer tous ceux et celles qui ne peuvent se garder seul-e-s à la maison. Car **seule compte la reprise du travail des parents qui doivent faire tourner l'économie coûte que coûte**. Mais ceux qui paieront la note seront les plus démunis et les travailleur-euse-s. Devant l'incompréhension voire la colère provoquée par la décision solitaire de Macron, le gouvernement a été obligé de proposer un volontariat pour les élèves, mais n'est pas volontaire qui veut. **Les familles ouvrières, elles, n'auront que peu le choix alors qu'elles perdent déjà 16% sur leurs salaires**, que certaines se sont vues retirer les aides pour la cantine et que les dispositifs de garde d'enfant vont être encore restreints dans le privé tout comme l'activité partielle.

Alors qu'il avait été pris de vitesse pour le confinement, le gouvernement a eu deux mois pour préparer ce déconfinement. Pourtant on ne le dirait pas !

Dans les transports publics par exemple, au lieu de mettre plus de trains et d'assurer une fréquence plus élevée sur les lignes bondées, les autorités se sont contentées de mettre des autocollants au sol. Cela a très bien fonctionné... sur les lignes non fréquentées ! Dans les autres, impossible évidemment.

Pour les écoles, tout se fait dans l'improvisation. Le gouvernement se défait sur les maires et les enseignants pour le mettre en œuvre son plan de reprise. À eux de se débrouiller avec les moyens du bord et en réduisant le nombre d'enfants accueillis. Et de fait, seul un enfant sur six ou dix reprendra le chemin de l'école !



Et alors que des foyers de contaminations sont découverts à plusieurs endroits, il est **difficile de croire que nos lieux de travail, qui rassemblent et brassent des milliers de personnes n'aient pas connu de telles contaminations**. Enquêtes, dépistages ? Certainement pas, car le patronat ne veut surtout pas de mauvaise publicité sur des cas repérés entre ses murs. Le gouvernement qui pousse à la reprise du travail n'y a pas non plus intérêt.

Le patronat et le gouvernement qui le sert, veulent que nous acceptions de reprendre le travail, sans remettre en question les conditions qu'ils nous imposent, alors que c'est notre santé et notre vie que nous mettons en danger. **Que devons-nous accepter après ça ?** Le sacrifice de nos congés payés ou d'une partie de notre salaire ? Des licenciements ? De travailler plus sans être payé ? Tout ça au nom d'un patriotisme économique, présenté pour le bien-être de tous et pour l'intérêt général. Sauf que ce ne sera que pour enrichir encore plus une minorité de capitaliste.

Et cette minorité, qui a acquis des fortunes grâce à notre travail, fait et fera toujours passer les profits avant la vie des travailleuses, des travailleurs et avant l'avenir de la société. **Cette gestion de la société par cette classe de parasites nous a cette fois conduit à un désastre sanitaire. Demain, elle nous conduira à encore plus d'exploitation et de misère.**

C'est nous qui travaillons, c'est nous qui produisons, donc c'est à nous de décider !

**Choisir la CNT
Solidarité Ouvrière
c'est développer une
alternative syndicale !**

Refus du corporatisme

La CNT-Solidarité Ouvrière refuse les divisions corporatistes et développe un syndicalisme d'industrie. Les travailleurs et les travailleuses d'une même "industrie", quels que soient leurs métiers, leurs statuts ou employeurs, adhèrent au même syndicat à un échelon géographique donné.

Indépendance et autogestion

La CNT Solidarité Ouvrière fonctionne exclusivement grâce aux cotisations de ses adhérent-e-s, sans subventions de l'État ou du patronat. Elle est indépendante de tout groupement politique ou religieux. C'est la base du syndicat (ses adhérent-e-s), qui décide en échangeant dans les Assemblées Générales.

Refus du clientélisme et de la corruption patronale

À la CNT Solidarité Ouvrière, c'est toujours l'intérêt collectif des travailleurs-euses qui prime et le syndicalisme se pratique avec droiture. Nous refusons les petits arrangements « entre amis » et la complicité douteuse avec les employeurs.

Un outil au service des travailleurs et travailleuses

Le syndicat apporte des conseils juridiques et d'autres aides concernant les conditions de travail. C'est aussi un espace important de formation pour s'émanciper.

Un outil de coordination au service des luttes

Nous défendons un syndicalisme de lutte de classes. Tout est question de rapports de force, c'est par les luttes syndicales, sous toutes leurs formes, que nous faisons avancer nos intérêts contre ceux des patrons.

Un syndicalisme révolutionnaire

Défendre nos conditions de travail, gagner de nouveaux droits, c'est le rôle du syndicalisme. Mais nous revendiquons aussi un autre projet de société, à l'opposé des inégalités actuelles et loin de tout rapport de domination. Nous militons pour un projet de transformation sociale révolutionnaire.

MACRON A L'HÔSTO

Macron a eu la bonne idée d'une visite surprise à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris. Il a donc pu mesurer la colère du personnel. Il a été vivement interpellé par des soignantes et des soignants et tous ont tenu à lui dire qu'ils n'entendaient pas se contenter d'une prime et d'une médaille, qu'ils exigeaient des vrais moyens et de vraies augmentations de salaire.

Face à la colère du personnel soignant, Macron a promis que l'État allait financer l'hôpital... Ses promesses on les connaît et on ne les croit plus ! Seules la mobilisation et les luttes pourront faire céder le gouvernement.

La force des travailleurs-euses c'est la grève !

COLLABORATION DE CLASSE

Prêt à tout pour déconfiner à marche forcée afin de relancer la machine économique et la pompe à profit, quitte à envoyer les travailleurs au boulot sans protections sanitaires, le 30 avril la CFDT, la CFTC et le MEDEF étaient main dans la main pour faire une déclaration commune.

Et le 13 mai, Laurent Berger (CFDT) n'a pu s'empêcher de rajouter sur France Inter : « Pendant cette période, on a privilégié la vie sur l'économie, évidemment ça ne peut pas durer éternellement ».

CHEZ LUXFER, ENCORE LES PROFITS AVANT NOS VIES !

Luxfer dans le Puy de dôme, était une usine spécialisée dans la fabrication de bouteilles d'oxygène, qui a fermé pour « raisons économiques » en juin 2019, alors que l'année précédente, elle faisait plus d'un million d'euros de bénéfices. Celle-ci était occupée depuis le 20 janvier par les ouvriers en colère qui demandaient la nationalisation du site. Avec la mise en place du confinement ils ont dû abandonner leur occupation.

Devant la pénurie de bouteilles d'oxygène déjà constatée en Italie et qui s'annonce en France, la CGT demande la nationalisation et le redémarrage du site.

Le ministère de l'économie et des finances lui répond que ce n'est pas possible car cela va à l'encontre du droit de propriété.

La nationalisation de l'usine aurait l'avantage de maintenir une production indispensable au système de santé. Mais cela ne serait pas suffisant. La nationalisation, c'est l'Etat propriétaire mais toujours dirigé par et pour les capitalistes. Non, ce qu'il faut c'est la socialisation ! Que l'entreprise appartienne à la collectivité, et soit autogérée par les travailleuses et les travailleurs.

Et si les travailleuses et les travailleurs reprenaient l'entreprise sous la forme d'une coopérative, ça serait un début, mais cela aurait des limites dans la société capitaliste dans laquelle nous vivons.

Nous devons en finir avec tous ces défenseurs de la propriété privée et du capital qui jouent avec nos vies. Nous devons développer les idées de réquisition et socialisation d'entreprises comme Luxfer pour produire selon les besoins de la population !

Soutien à Eric Bezou

Le ministère du travail de Muriel Pénicaud s'apprête à licencier le cheminot syndicaliste Éric Bezou. Une décision scandaleuse en pleine crise sanitaire et alors que les cheminotEs, comme Éric lui-même, ont été en première ligne pour assurer la continuité du service public, en pleine pandémie.

Un attaque contre un syndicaliste est un coup contre nous tous.tes ! Stop à la répression anti-syndicale !

Signez la pétition : <https://www.change.org/p/jean-pierre-farandou-pdg-sncf-nous-ne-les-laisserons-pas-licencier-eric>



LANCEMENT DU SYNDICAT DES TRAVAILLEURS ARTISTES-AUTEURS



Le Syndicat des Travailleurs Artistes-Auteurs (STAA CNT- SO) a été créé pour répondre aux problématiques rencontrées par les travailleurs et travailleuses relevant du statut d'artiste-auteur dans tous les secteurs culturels.

Malgré la diversité de nos professions, nous relevons toutes et tous du même statut dont nous subissons les limites. Des droits fondamentaux comme l'accès à l'assurance chômage ou aux congés payés nous sont refusés, car notre statut ne prévoit pas les cotisations correspondantes et nous place ainsi dans une grande précarité. Pourtant, **nous sommes des travailleuses et des travailleurs au même titre que les autres ; nous voulons donc les mêmes droits.**

Lorsque les cotisations existent (retraite de base et complémentaire) elles n'incluent pas de part patronale et sont supportées intégralement par l'auteur ou l'autrice, qui peine à répercuter ces frais sur les diffuseurs, lesquels tendent déjà à tirer les prix vers le bas.

Les artistes-auteurs et autrices font aujourd'hui face à de multiples problèmes, parmi lesquels les manquements de l'AGESSA dans la collecte des cotisations retraite ou la difficulté à obtenir des congés maladie ou parentaux. De plus, afin de survivre aux périodes creuses, nous devons nous tourner vers des bourses qui sont limitées, aléatoires et chronophages, plutôt que de bénéficier d'une assurance chômage commune.

La crise actuelle est particulièrement révélatrice de la faiblesse de notre statut. L'arrêt d'une bonne partie de l'industrie culturelle et l'incapacité du gouvernement à proposer une solution universelle pour aider financièrement les AA dans la crise du Covid-19 vont entraîner une chute voire une disparition de revenus pour beaucoup d'entre nous.

Il est donc temps de repenser l'ensemble de notre secteur pour permettre aux AA, qui sont les principaux créateurs et créatrices de richesse dans le secteur culturel, de survivre à ces crises et, plus généralement, de sortir de la précarité que leur impose leur statut.

C'est pourquoi le STAA appelle les artistes auteurs et autrices à se regrouper, qu'ils soient issus du secteur du livre, du théâtre, de la musique, de la danse, de l'audiovisuel, de la photographie, des arts graphiques et plastiques et de la création de logiciels, **pour lutter ensemble et obtenir les mêmes droits que les autres travailleurs et travailleuses.**

Nous voulons en priorité :

- Obtenir un statut d'intermittence commun à tous les artistes auteurs.
- Une meilleure répartition des droits d'auteur dans l'ensemble de la chaîne de diffusion
- Mettre un terme à l'utilisation abusive du statut artiste-auteur de la part de diffuseurs voulant se dédouaner des cotisations sociales par la requalification, le cas échéant, en contrat salarié.
- Nous ne voulons plus vivre dans la précarité et travailler pour enrichir toujours les mêmes maillons de l'industrie culturelle. Nous devons nous montrer solidaires entre professions et lutter ensemble.
- Le STAA souhaite s'appuyer sur les nombreuses associations déjà en place. Leur travail et leur expertise sont un immense atout pour nos professions.

Le STAA est l'outil que se donnent les travailleurs et travailleuses artistes-auteurs et autrices pour viser à renverser le rapport de force, améliorer leur statut professionnel, leurs conditions de travail et leurs conditions de vie.

Notre combat n'est pas isolé. Le STAA est affilié sur le plan interprofessionnel à la CNT-Solidarité Ouvrière qui œuvre pour la défense des droits de tous.tes les travailleurs.euses et porte un projet de transformation sociale révolutionnaire et autogestionnaire.

GRATUITÉ DES MASQUES !

Le 4 mai, les grandes surfaces ont pu mettre en vente les millions de masques qu'elles avaient en stock.

Une véritable honte puisque depuis des semaines les soignants et les travailleur.euse.s « en première ligne » en manquaient cruellement.

Le gouvernement a fixé un plafond de 95 centimes maximum le masques. Soit 10 fois le prix d'avant la crise. Et sachant qu'il faut plusieurs masques par jour, cela pourrait coûter jusqu'à 300€ à des familles, alors que depuis le début du confinement elles ont des dépenses supplémentaires et des salaires diminués.

Les stocks de masques devraient être réquisitionnés pour une distribution gratuite à la population !



NETTOYAGE : GRÈVE VICTORIEUSE A L'HÔPITAL TENON POUR LA PRIME COVID ! SEULE LA LUTTE PAIE !

Le gouvernement ayant encouragé les entreprises à verser aux travailleurs-euses, engagé-e-s pendant le confinement, une prime exceptionnelle, nous avons adressé début avril, au nom des agents de services, un courrier à la direction d'ATN. Nous leur demandions le versement de cette prime, d'un montant de 1000/mois minimum.

Après avoir invoqué ses difficultés financières pour refuser la prime, puis menacé et harcelés salarié-e-s qui avaient porté cette demande, la société a finalement consenti au versement d'une prime proratisée sur la base de ... 100€ pour toute la période du confinement !

Face à ce mépris, les agent.e.s de nettoyage sous-traité.e.s par ATN à l'hôpital Tenon (AP-Hôpitaux de Paris) ont débrayé avec succès mardi 19 mai à la prise de service, pour obtenir notamment une "prime COVID". Un protocole d'accord de fin de grève a été signé en quelques heures avec ATN.

Suite au mouvement, les camarades obtiennent :

- Prime COVID19 à 500€
- Engagement d'embauche des "contrats de professionnalisation" en CDI
- Ouverture de négociations sur les repos
- Pas de sanctions ni retraits de salaires à l'issue du débrayage



SOUTENEZ LA SOUSCRIPTION PERMANENTE D'APPUI AUX LUTTES ET A LA DÉFENSE OUVRIÈRE !

Soutenez les luttes ouvrières et la création d'une caisse de solidarité permanente ! Aidez au développement d'un réseau syndical de défense juridique ! Soutenez la CNT-SO un outil au service des travailleurs-euses pour la lutte des classes !

A chaque conflit, la CNT-SO mobilise ses caisses de grève et bien au-delà, pour compenser les pertes de salaires et permettre des mobilisations solides tenant le temps nécessaire.

Pour poursuivre ce travail et l'étendre plus largement, faire face à la répression grandissante et préparer les luttes futures, la CNT-SO lance aujourd'hui une souscription permanente ouverte à tout et toutes.

Ce fonds aura deux objectifs :

- financer l'extension d'un réseau de développement syndical et d'assistance juridique ;
- animer une caisse nationale de solidarité pour l'appui aux grèves et faire face à la répression.

Nous appelons tous·tes nos sympathisant·e·s, celles et ceux ayant déjà appuyé nos luttes ponctuellement, les personnes attachées au renforcement de la dynamique des luttes ouvrières à nous accompagner dans cette démarche.

Vive la solidarité de classe et les luttes ouvrières !

PS :

Pour soutenir la souscription :

- ▶ Chèques à l'ordre de CNT-SO à renvoyer 04 rue de la Martinique 75018
- ▶ Pour effectuer des virements ponctuels ou permanents, nous contacter (contact@cnt-so.org)

Mentionnez toujours « souscription appui aux luttes »

SCANDALEUX CHANTAGE A L'EMPLOI DE LA PART DE DISNEYLAND PARIS !

Menace de plan social, réduction des effectifs en perspective, le plan social permanent !

Lors d'une réunion préparatoire (concertation relatif à l'Organisation et au Temps de Travail) entre la direction de Disneyland Paris et les syndicats réformistes autorisés, un honteux chantage à l'emploi a été fait.

Face à la baisse d'activité prévisible et au manque de préparation des dirigeants de l'entreprise, la menace d'un plan social a été brandi.

En effet, s'il n'est pas consenti à flexibiliser les emplois du temps des Cast members en dérégulant le temps quotidien de travail (les journées de travail pouvant être d'une durée de 4 heures jusqu'à près de 10 heures), en baissant les acquis (temps de trajet, affichage sur une semaine des plannings etc), en supprimant les CDD et en gelant les embauches jusqu'à la fin de la crise, et autres mesures punitives. Tout cela dans un contexte anxiogène. Et après ça vient parler de "famille Disney"?

MÉPRI\$ CAPITALISTE CHEZ RENAULT

Quelle chance pour Renault, l'État vient de valider à l'entreprise au losange 5 milliards d'euros de prêt sans aucune contrepartie ! Pourtant cela n'empêche pas ses dirigeants d'annoncer la possibilité de priver des milliers de travailleuses et de travailleurs de leurs emplois et de leurs salaires, en fermant les usines de Dieppe, de Choisy-le-Roi, les Fonderies de Bretagne, mais également en privant de ses activités actuelles l'usine de Flins.

Oui c'est vrai que l'épidémie du Covid-19 a entraîné une baisse des ventes de voitures et de manière générale une baisse de l'activité économique.

Mais n'oublions pas que Renault a accumulé 24 milliards d'euros de profits ces 10 dernières années ! Et que fin mars ses patrons déclaraient avoir environ 10 milliards d'euros de liquidités ! De tels résultats ne peuvent pas justifier leur annonce de possible fermeture ni même des aides de l'Etat ! Tout ça pour maintenir leur taux de profit, c'est inacceptable !

C'est aux actionnaires de Renault de prendre sur leurs profits gagnés à la sueur de notre front pour payer les effets de la crise sanitaires que nous traversons !

Ces parasites veulent faire payer, avec la complicité du gouvernement, les travailleuses et les travailleurs de chez Renault, mais aussi les intérimaires qui bossent pour eux et toutes les personnes travaillant dans les boîtes sous-traitantes.

Et cette logique capitaliste ce n'est pas seulement chez Renault, c'est celle de tout le patronat ! Contre eux, la CNT-Solidarité Ouvrière sera de toutes les luttes aux côtés des travailleuses et des travailleurs, pour défendre leurs droits et en gagner de nouveaux !

REVENDICATIONS POUR UN ÉTAT D'URGENCE SOCIALE

Avec le déconfinement du 11 mai, le combat pour la défense de la santé et des intérêts des travailleuses est plus que jamais nécessaire ! Dans cet article, retrouvez nos revendications et tous nos tutoriels pour répondre aux nombreuses questions concrètes qui se posent sur le travail en période de coronavirus.

Pour ne pas subir la crise : se mobiliser collectivement, se syndiquer !

Les temps s'annoncent difficile pour notre classe, la crise sanitaire évolue en crise économique et sociale qui va durement nous toucher. Pendant ce temps, les capitalistes s'organisent avec le soutien des gouvernements : ils protègent leurs intérêts économiques avec l'argent public, ils saccagent encore plus nos droits sous prétexte de l'urgence sanitaire...

Leur "monde d'après" c'est celui d'avant en pire ! Il faut réagir pour défendre et améliorer nos droits mais aussi porter un projet de société alternatif pour un autre futur libéré des exploités ! Mais comment faire si nous restons isolé.e.s ? Travailleuses et travailleurs, c'est maintenant que nous avons besoin d'organisations de classe fortes et combattives. Rejoignez vos syndicats !

En tant que Confédération interprofessionnelle, la CNT-SO défend des revendications sociales et syndicales plus larges, pour l'ensemble de la classe ouvrière !

Il faut dès maintenant décréter l'état d'urgence sociale ! Pour nous cela signifie concrètement :

- Le gel des loyers, des crédits immobiliers et des factures énergétiques !
- Des réquisitions massives pour loger les personnes à la rue et les plus fragiles ! La fermeture des CRA !
- La gratuité des masques !
- Le renouvellement automatique des CDD et contrats Intérim !
- L'annulation immédiate de la dernière réforme du chômage et de la réforme des retraites Macron !
- L'interdiction des ruptures de contrats et licenciements !
- Un plan d'urgence pour les hôpitaux à hauteur des besoins formulés par les soignant.e.s !
- Maintien de la totalité des aides aux familles
- Chômage partiel rémunéré à 100% du salaire
- Congé pour garde d'enfant, rémunéré à taux plein
- Contrôle ouvrier et gestion ouvrière des entreprises

Tutos d'auto-défense syndicale COVID-19 :

- Le droit d'alerte des CSE
- Le droit de retrait
- Travailleuses.euses de l'Éducation : se défendre en période de Coronavirus
- Télé-travail
- Activité partielle
- Garde d'enfant
- Activité partielle : le cas des personnes vulnérables et leurs proches (secteur privé)
- Droits des Chômeuses.euses, CDD, Intérimaires, intermittent.e.s, auto-entrepreneuses.euses
- Remises en cause du cadre légal du temps de travail dans certaines entreprises
- Congés payés, RTT, repos (secteur privé & secteur public)
- Le point pour les assistant.e.s maternel.le.s
- Salariés des services à la personne et déconfinement : des points de vigilance impératifs
- Titres de séjours

A retrouver sur notre site : <http://www.cnt-so.org/Retrouvez-nos-revendications-et>



Compagni di saluti

Le syndicat IWW (Industrial Workers of the World) qui a été créé en 1905 aux Etats-Unis, continue son développement en Europe. Cela fait déjà quelques années maintenant que ce développement se poursuit, avec des implantations au Royaume-Uni, en Irlande, en Belgique, en Grèce, et dans la région germanophone (Allemagne, Autriche, Pays-Bas et Suisse). Dorénavant c'est un peu plus au sud que l'on pourra voir flotter le drapeau de nos camarades des IWW, car un nouveau « chapter » vient d'être officialisé en Italie.

Nous leur souhaitons bon courage dans les luttes à venir et leur adressons de fraternelles salutations.



Succès partiel pour les ouvriers agricoles à Bornheim en Allemagne



La semaine dernière, une grève d'ouvriers agricoles roumains, a commencé dans une ferme de Bornheim près de Bonn.

Alors qu'ils étaient censé rester trois mois durant lesquels ils gagneraient entre 1500 et 2000€ mensuel, leurs contrats se sont arrêtés prématurément à cause de la crise sanitaire liée au Covid19, et qu'ils allaient être renvoyés chez eux avec seulement quelques centaines d'euros.

A cela il faut rajouter la façon dont ils étaient logés, contre c'est dans des conteneurs qu'on les avait placés !

Il n'en fallait pas plus pour provoquer leur colère et déclencher la grève. Le syndicat anarcho-syndicaliste FAU (Freie Arbeiter-Union) est venu soutenir les protestations et la grève des travailleurs saisonniers et en a organisé certains afin de pouvoir les représenter.

A la suite de ce mouvement c'est une demi-victoire que les ouvriers agricoles ont obtenu. En début de semaine leur patron a procédé aux paiements partiels des salaires.

Aux USA, les travailleurs ne se laissent pas faire !

Aux Etats-Unis, pays qui est maintenant le plus touché par l'épidémie, les grèves sauvages se déclarent en série dans tous les secteurs, avec souvent les mêmes revendications : Prime de risque, congés supplémentaires, des EPI, que le chômage partiel soit payé, désinfection des lieux de travail, etc.

Dans ces grèves, la restauration en première ligne notamment dans les chaînes McDonald's, Walmart et Burgerville.

Chez Amazon, partout dans le monde, l'entreprise a ignoré les foyers et les symptômes dans ses entrepôts.

Ainsi, le 30 mars, environ 200 salariés d'un entrepôt de New York, ont quitté leur poste en milieu de journée pour demander des conditions de travail plus sûres. En représailles, l'un des organisateurs de cette action, Christian Smalls, a été licencié.

Dans les services publics, ces dernières semaines, les travailleurs ont eux aussi mené de nombreuses actions. Nous pouvons citer en exemple les conducteurs de bus de Detroit, les égoutiers de Cleveland, les travailleurs sociaux de Philadelphie, les infirmières à l'hôpital ou en maison de retraite à Pittsburgh et en Californie, et. Et la liste est encore longue.

Trump n'a pas cessé de dire que l'impact économique était plus grave que la pandémie elle-même, et de retourner au travail coûte que coûte. Le lieutenant gouverneur républicain du Texas, a même déclaré que « les grands-parents devraient être prêts à sacrifier leur vie pour la santé économique du pays de leurs petits enfants ».

Face à cette politique l'industrie n'est pas en reste. Alors que le gouverneur du Massachusetts refusait de suspendre l'activité des chantiers, le syndicat des ouvriers du bâtiment de l'état a demandé à ses 13 000 membres de se mettre en grève. Les ouvrières et les ouvriers des usines GeneralElectric de Boston ont également organisé des manifestations – en respectant une distance de sécurité de 2 mètres entre chaque participant – pour protester contre la décision de leur entreprise de licencier 2 600 employés de la branche aviation. À la place des licenciements, ils réclament de participer à la production des respirateurs sur les chaînes de production de la branche médicale du groupe.

On a également vu des grèves éclater dans l'agro-alimentaire, en Virginie, dans l'Illinois, Georgie. Dans le Colorado, c'est plus de 1 000 travailleurs migrants d'une usine d'emballage de viande qui se sont mis en grève. Au cœur de leurs revendications : des conditions de travail plus sûres et le droit à des congés maladie rémunérés.

Prendre contact / adhérer :



Nom / Prénom :

Entreprise :

Adresse :

Téléphone / E-mail :

Coupon adhésion à renvoyer à :

CNT-Solidarité Ouvrière
4 rue de la Martinique, 75018 Paris

 contact@cnt-so.org

 www.cnt-so.org

 [cnt.so](https://www.facebook.com/cnt.so)

 [cntso_fr](https://twitter.com/cntso_fr)